



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement,  
des transports, de l'énergie et de la communication DETEC  
Office fédéral des routes OFROU

CH-1470 Estavayer-le-Lac, OFROU

**Courrier A**

Direction générale de la mobilité  
et des routes (DGMR)  
Place de la Riponne 10  
1014 Lausanne

Notre réf. : ASTRA-D-39B03401/1870/N09-VD-002123-1.ep  
Collaborateur/trice : Sophie Bridel  
Estavayer-le-Lac, le 23 mai 2023

**Route nationale : N09**

**Canton : Vaud**

**Commune : Bourg-en-Lavaux**

**Requérant : Commune Bourg-en-Lavaux**

**Km : 14.375 à 18.290**

**Coordonnées : 2545994 / 1150063**

**Parcelle : -**

**Dossier n° ACV : 185'782**

**Objet : Révision du plan d'affectation communal PACom**

**Prise de position de l'Office fédéral des routes (OFROU) - Examen préalable**

Mesdames, Messieurs,

Par courriel du 11.05.2023, vous nous avez soumis la demande de préavis relative à l'objet cité en titre. Sur la base des plans et des documents figurant dans le présent dossier, nous avons examiné ce projet au sein de notre Office, conformément à la loi du 8 mars 1960 sur les routes nationales (LRN ; RS 725.11) et à l'ordonnance du 7 novembre 2007 sur les routes nationales (ORN ; RS 725.111), et vous faisons part des conditions et des remarques suivantes :

Office fédéral des routes OFROU  
Sophie Bridel  
1470 Estavayer-le-Lac  
Tél. +41 58 466 00 09  
sophie.bridel@astra.admin.ch  
<https://www.astra.admin.ch>

## 1 Bases juridiques

- 1.1 A teneur de l'article 23 LRN, il est interdit d'élever, sans autorisation, de nouvelles constructions entre les alignements et d'y transformer des immeubles existants, même s'ils ne débordent que partiellement sur les alignements. Les travaux nécessaires à l'entretien d'un immeuble ne sont pas considérés comme des transformations au sens de la présente disposition. Les cantons peuvent prendre, aux frais du contrevenant, les mesures nécessaires au rétablissement de l'état antérieur conforme au droit, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être dirigées contre lui.
- 1.2 En vertu de l'article 24 al. 1 et 2 LRN, des travaux de construction situés à l'intérieur des alignements doivent être autorisés par les autorités désignées par les cantons. L'autorité cantonale entend l'Office fédéral des routes (OFROU) avant de délivrer l'autorisation. Ce dernier est habilité à user de toutes les voies de recours prévues par le droit fédéral et le droit cantonal contre les décisions rendues par les autorités cantonales en application de la présente loi ou de ses dispositions.
- 1.3 Selon l'article 44 LRN, une autorisation est nécessaire pour exécuter des travaux touchant les routes nationales, tels que la construction, la modification et le déplacement de croisements d'autres voies de communication, de cours d'eau, de téléphériques, de conduites et autres ouvrages analogues, ainsi que d'accès de routes et de chemins aux routes nationales.  
  
Ils ne doivent porter atteinte ni à la route, ni à son aménagement futur éventuel. Les autorités compétentes peuvent prendre, aux frais du contrevenant, les mesures nécessaires au rétablissement de l'état antérieur conforme au droit, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être dirigées contre lui.
- 1.4 A teneur de l'article 29 ORN, l'utilisation par des tiers du domaine appartenant aux routes nationales est soumise à l'autorisation de l'OFROU. L'utilisation est soumise à rémunération. Elle doit correspondre en règle générale au prix du marché. L'utilisation par un canton pour ses propres besoins est gratuite, pour autant qu'il applique la réciprocité. Les coûts supplémentaires d'entretien et d'exploitation de la route résultant d'une utilisation multiple sont à la charge du tiers. L'OFROU peut prendre, aux frais du contrevenant, les mesures nécessaires au rétablissement de l'état antérieur, conforme au droit, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être dirigées contre lui.
- 1.5 En vertu de l'article 30 ORN, l'OFROU délivre les autorisations pour les projets de construction fondés sur l'art. 44 LRN lorsque les biens-fonds concernés se situent entre les alignements. Les projets de construction ne doivent pas porter atteinte à la sécurité du trafic, à l'affectation de l'ouvrage et à un éventuel élargissement futur de la route. L'OFROU fixe les mesures nécessaires pour garantir la sécurité de la circulation sur la route nationale et écarter tout danger pour les personnes et les biens. Les frais sont à la charge du requérant.

## 2 Appréciation du projet

Sur la base du dossier versé à la présente demande, et s'agissant d'un examen préalable, l'OFROU formule un **préavis positif** à la révision du plan d'affectation communal de Bourg-en-Lavaux, sous réserve de la prise en considération des conditions et des remarques décrites ci-dessus et de l'examen final de ce dossier auprès de notre Office :

### 2.1 Utilisation du domaine appartenant aux routes nationales et alignements des RN

A toutes fins utiles, nous rappelons que l'extension des zones à bâtir existantes et/ou la mise en place de nouvelles zones à bâtir le long de l'autoroute N09 doit tenir compte des alignements en vigueur de la route nationale. Par conséquent, les projets (construction, aménagement, modification, etc.) prévus à l'intérieur des alignements des routes nationales doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'OFROU, conformément à l'article 30 ORN.

A cet égard, nous vous rendons attentif aux dispositions des art. 23, 24 et 44 LRN.

Nous prenons par ailleurs note que la constatation de la nature forestière est en cours d'élaboration et que les plans formels de constatation de la nature forestière seront établis par un bureau de géomètre ultérieurement en coordination avec l'Inspecteur forestier.

Néanmoins, nous vous informons que l'OFROU s'opposera à toute affectation en aire forestière de surfaces situées sur le domaine des routes nationales, les biens-fonds concernés étant propriété de la Confédération suisse – Office fédéral des routes.

En effet, les coupes sécuritaires, conformément aux directives OFROU en vigueur, ainsi que les éventuels travaux de modification ou d'extension de l'infrastructure autoroutière doivent à futur pouvoir être garantis.

## **2.2 Environnement**

L'étude et la réalisation de surfaces de compensations écologiques et/ou de mesures en matière de biodiversité sur le domaine appartenant aux routes nationales doit être coordonnée avec l'OFROU, Filiale d'Estavayer-le-Lac, afin de vérifier la concordance du projet du Requéant avec les programmes et mesures environnementales prévus par l'OFROU.

Les éventuelles études et réalisations de couloirs à faunes sur le domaine appartenant aux routes nationales doit également être coordonnée préalablement avec l'OFROU, Filiale d'Estavayer-le-Lac.

## **2.3 Protection contre le bruit**

Nous rappelons que la délimitation de nouvelles zones à bâtir est régie par l'article 29 de l'ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (OPB ; RS 814.41). Elle n'est possible que si le respect des valeurs de planification est démontré.

De même et en référence à l'article 30 OPB - *Equipement de zones à bâtir*, il est rappelé que les zones à bâtir destinées à des bâtiments comprenant des locaux à usage sensible au bruit, qui ne sont pas encore équipées au moment de l'entrée en vigueur de la loi, ne pourront être équipées que dans la mesure où les valeurs de planification sont respectées ou peuvent l'être par un changement du mode d'affectation ou par des mesures de planification, d'aménagement ou de construction. L'autorité d'exécution peut accorder des exceptions pour de petites parties de zones à bâtir.

Finalement, le respect des valeurs de planifications et/ou d'immission au droit des futurs locaux à usage sensible au bruit LUSB de même que les éventuelles mesures à mettre en œuvre doivent être vérifiées lors des demandes de permis de construire.

Il appartient également à l'autorité cantonale compétente de veiller à l'application de l'article 29 OPB dans les demandes de permis de construire.

## **2.4 Impact sur les ouvrages et infrastructures appartenant aux routes nationales**

Tout projet de tiers ayant un impact sur les ouvrages et sur les infrastructures appartenant aux routes nationales doit être soumis à l'OFROU, Filiale d'Estavayer-le-Lac, pour examen et validation lors des demandes de permis de construire.

Les ouvrages appartenant aux routes nationales sont référencés sur le lien suivant :

<https://fedro.maps.arcgis.com/apps/webappviewer/index.html?id=025d948c068a4bffa0566928f3a2c1d7>

Une copie du préavis de synthèse et de la décision d'approbation devra être envoyée par e-mail ([pcf1@astra.admin.ch](mailto:pcf1@astra.admin.ch)) à l'Office fédéral des routes (OFROU), Filiale 1, Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac, avec l'indication des voies de recours.

D'avance, nous vous remercions de prendre bonne note de ce qui précède et vous prions de croire, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de notre considération distinguée.

**Division Infrastructure routière Ouest**  
**Filiale Estavayer-le-Lac**



Sophie Bridel  
Support  
Spécialiste Police des constructions